

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Les médias et dossier

N° 486 du 07.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Gilles Devers : Note explicative à la suite de l'escamotage du vote du rapport Goldstone - Plomb durci : La défense des victimes progresse.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 [Ahmadinejad à l'ONU : L'intégrale Part 1/2](#)

1-2 Vidéo : Atara/Birzeit checkpoint

1-3 Vidéo : Early Morning in Eyal Checkpoint

1-4 Vidéo : Une présentation rigoureuse de la Shoah et de l'idéologie sioniste originale et de la destinée du « peuple Élu »

1-5 Vidéo : La Réalité Juive

1-6 Vidéo DEBAT : Juif Contre Sioniste (2e Partie)

1-7 Gaza : Une Guerre Pour Qui ? Tariq Ramadan Répond ...

1-8 Shalit : Vidéo contre prisonnières palestiniennes

1-9 Avec mon film, je pars lutter à ma manière en Israël-Palestine

1-9 "Le sionisme, vrai ennemie des juifs".

1-10 Jonathan Cook : Des internautes payés pour diffuser la propagande israélienne.

1-11 [Le silence des médias quand l'AIEA épingle...](#) Israël

2 Les brèves

2-1 L'ONU cède aux pressions d'Israël et des USA et reporte le vote sur la saisine de la CPI.

2-2 L'occupation utilise des unités spéciales pour enlever et torturer les fidèles d'al-Aqsa.

2-3 The Guardian: 4 pays arabes prêts à normaliser avec "Israël".

2-4 Ehud Barak bientôt inculpé ?

2-5 On a conseillé Barak de quitter Londres sous peine d'être arrêté.

2-6 Jeff Gates : Israël tombera-t-il ?

2-7 Serge Dumont : Israël veut relancer l'immigration.

3 Dossier

3-1 Harel & Issacharoff : Israël exige de l'AP d'abandonner les poursuites pour crimes de guerre à La Haye.

3-2 ONU : les Etats-Unis et l'Union européenne font obstacle à la justice concernant le conflit de Gaza.

3-3 Paul Craig Roberts : Pourquoi pas des sanctions contre Israël ?

3-4 Goncalo de Almeida Ribeiro, Vishaal Kishore et Nimer Sultany : Les risques de la décontextualisation des crimes de guerre à Gaza.

3-5 Esam Al-Amin : Des chefs de la Sécurité formés par la CIA élus à la direction du Fatah.

3-6 T. Hocine : USA-Proche-orient : Un échec aux graves conséquences.

Tiré a part

Gilles Devers : Note explicative à la suite de l'escamotage du vote du rapport Goldstone - Plomb durci : La défense des victimes progresse.

Au milieu du fracas politique, la défense des droits des victimes palestiniennes progresse. Je reconnais les plus grands mérites à la politique, mais chacun sait que face au crime la justice est plus apte à répondre que la politique. Ce n'est pas la première fois que la justice est freinée par la politique, avant de rejaillir et de s'imposer. En ce mois d'octobre 2009, rien n'est fait. De nombreux obstacles sont là mais nous pouvons dire que jamais nous ne sommes allés si loin dans la défense des droits des palestiniens.

La procédure devant la Cour Pénale Internationale repose sur deux actes :

Ø La déclaration du Ministre de la justice de Palestine du 21 janvier 2009 donnant compétence à la Cour pour enquêter sur les crimes commis à Gaza

Ø La plainte des 350 ONG du 22 janvier 2009 demandant au Procureur d'ouvrir une enquête pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Cette procédure posait la question de la structure étatique de la Palestine. Nous savons que la structure est inachevée, et c'est l'objet même des négociations que d'obtenir ce statut complet. Mais dans le cadre de la justice pénale, l'analyse est totalement différente. Ce que la Palestine demande en justice c'est ce que son agresseur lui usurpe, à savoir les attributs de la souveraineté qui lui permettent de commettre des crimes et d'organiser son impunité. Contester à la Palestine la recevabilité, serait donner un permis à l'agresseur de poursuivre.

Comme l'a dit lui-même le Procureur près de la Cour Pénale Internationale, ce n'est pas parce que la structure juridique est incomplète que le peuple palestinien, qui n'est revendiqué par aucun autre Etat, peut être privé de la protection de la Cour.

Après les travaux de nombreux avocats, de juristes et d'ONG, deux rapports de dimension internationale, rédigés par des équipes de juristes renommés, renforcent cette analyse. Il s'agit du rapport No Safe Place rédigé au nom de la Ligue arabe sous la signature de John Dugard, professeur de droit, ancien rapporteur de l'ONU sur la Palestine. Il conclut à la réalité des crimes, à la nécessité d'une enquête et à la compétence de la Cour Pénale Internationale.

Il s'agit ensuite du rapport de Richard Goldstone, ancien Procureur près du Tribunal Pénal pour l'ex-Yougoslavie, désigné pour une enquête de recherche des faits par le Conseil des Droits de l'Homme.

Son rapport déposé le 15 septembre 2009 confirme la réalité des faits connus depuis l'origine, notamment à travers le Centre palestinien des Droits de l'Homme, légitime les actions entreprises et la plainte déposée par la Palestine le 21 janvier 2009 ; elle encourage instamment le Procureur à ouvrir l'enquête compte tenu de tous les éléments qui sont réunis.

L'ISESCO s'est prononcé publiquement ce 3 octobre 2009 et porte plainte à propos de la destruction systématique des biens culturels et culturels.

Alors où en sommes-nous ?

Dans la mesure où aucun Etat n'a porté plainte et que le Conseil de sécurité ne le fera jamais, le Procureur ne peut pas ouvrir l'enquête lui-même. Il doit saisir la chambre préliminaire et c'est cette chambre qui dira s'il existe une base raisonnable aux poursuites. Mais ce n'est pas à elle de statuer sur la recevabilité et la compétence. Ces questions sont traitées beaucoup plus tard et relèvent des attributions de la Cour (Article 15.4 du statut).

La procédure a également avancé sur l'autre moyen à savoir la double nationalité de responsables militaires israéliens.

La Cour peut enquêter à partir de la nationalité, lorsque les auteurs relèvent d'un Etat ayant ratifié le Traité de la Cour Pénale Internationale. Nombre de responsables militaires et politiques israéliens ont une double nationalité, dont l'une peut relever d'un Etat ayant signé le Traité. Un dossier est très avancé concernant un responsable militaire israélien et sud-africain, et c'est vraisemblablement le premier d'une longue liste.

C'est dans ce contexte, qui établit l'avancée objective de la procédure, qu'intervient le report du vote devant le Conseil des Droits de l'Homme. Le Conseil des Droits de l'Homme ayant désigné le rapport Goldstone, il était normal qu'un débat ait lieu. Il aurait été très souhaitable que ce débat soit l'occasion de marquer un consensus autour de la volonté de renforcer la justice internationale. La décision prise est inverse, chacun en analysera les causes. Mais il faut souligner que ce débat devant le Conseil des Droits de l'Homme est déconnecté des besoins de la procédure devant la Cour Pénale Internationale. Le Conseil des Droits de l'Homme n'a pas de place dans la procédure. La Cour est une juridiction indépendante qui repose sur l'adhésion de 110 Etats, et aucun d'eux n'a jamais dénoncé la plainte déposée par la Palestine en janvier 2009.

La procédure continuera, en s'appuyant sur le rapport Goldstone et sans être freiné en rien par les délibérations du Conseil des Droits de l'Homme.

On en évoque déjà le Conseil de Sécurité. A supposer que la question soit mise à l'ordre du jour, on sait qu'il y aura le veto américain. Quel en est l'intérêt politique ? Ce n'est pas mon sujet. En revanche, il ne faudrait pas accréditer qu'un échec devant le Conseil de sécurité, serait un nouvel échec pour les victimes palestiniennes, qui n'attendent rien de cette structure et tout de la Cour Pénale Internationale. La procédure doit se poursuivre sur la base de la déclaration du 21 janvier, sans tutelle de qui que ce soit.

La politique peut aider ou nuire, mais elle ne peut pas changer les bases juridiques de l'action qui se développera pour reconnaissance des droits des victimes.

Gilles Devers, porte parole du collectif d'avocats aux ONG

07-10-2009

<http://www.ism-france.org:80/news/article.php?id=12804&type=analyse&lesujet=Crimes%20de%20Guerre>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Ahmadinejad à l'ONU : L'intégrale Part 1/2

http://www.wat.tv/video/ahmadinejad-l-onu-integrale-1t9ym_1cncm_.html

[Ahmadinejad à l'ONU : L'intégrale Part 2/2](#)

1-2 Vidéo : Atara/Birzeit checkpoint

<http://www.youtube.com/watch?v=5bcOX3ipa80>

1-3 Vidéo : Early Morning in Eyal Checkpoint

<http://www.youtube.com/watch?v=68soXK-x8Y0&NR=1>

1-4 Vidéo : Une présentation rigoureuse de la destinée du « peuple Élu »

<http://video.google.ca/videoplay?docid=5821727804505307487&ei=icW4SraXIISElgeMn5mKAg&hl=fr>

1-5 Vidéo : La Réalité Juive.

http://www.metacafe.com/watch/yt-cTrjMllq_y4/la_r_alit_juive_ce_quon_ne_sait_pas_sur_les_juifs/

1-6 Vidéo DEBAT : Juif Contre Sioniste (2e Partie)

http://www.metacafe.com/watch/yt-HnkR215-A7g/debat_juif_contre_sioniste_2e_partie/

1-7 Gaza : Une Guerre Pour Qui ? Tariq Ramadan Répond ...

http://www.metacafe.com/watch/yt-aIQ5GLgyBKY/gaza_une_guerre_pour_quoi_tariq_ramadan_r_pond_les_juifs/

1-8 Shalit : vidéo contre prisonnières palestiniennes

D'après les images, le soldat, habillé en vêtements civils, tient un journal daté du 14 septembre dernier. "Je veux

dire que je me sens en bonne santé, que les moujahidines me traitent bien”, déclare Gilad Shalit. “Je lis les journaux en cherchant des informations sur mon compte”, précise-t-il, avant d’ajouter : “J’attends et j’espère ma liberté depuis longtemps.”

Dimanche 20 septembre 2009

<http://www.uam93.com/news/shalit-video-contre-prisonnieres-palestiniennes.html>

1-9 Avec mon film, je pars lutter à ma manière en Israël-Palestine

Nouveau film de Simone Bitton sur Rachel Corrie

<http://www.rue89.com/bitton/2009/10/04/avec-mon-film-je-pars-lutter-a-ma-maniere-en-israel-palestine>

1-10 "Le sionisme, vrai ennemie des juifs".

Alan Hart, grand journaliste du quotidien The Independent et l'auteur du livre "le sionisme, vrai ennemie des juifs" écrit sur le site d'Internet Middle East Online que Barak Obama camoufle la violation des lois internationales par Israël et les crimes de ce régime en accusant l'Iran "de violer les lois que doivent respecter tous les pays".

Alan Hart, ancien analyste et présentateur du programme Panorama sur le Moyen Orient de BBC a mis l'accent sur le fait qu'Obama devait présenter le régime de Tel-Aviv, au lieu de l'Iran, comme violateur des lois internationale, tout en indiquant que le Moyen Orient ne connaîtra jamais la paix en raison des soutiens américains à Israël. Alan Hart poursuit que l'Iran ouvre volontairement les portes de ses sites nucléaires sur les inspecteurs de l'AIEA pour prouver la nature pacifique des ses activités nucléaires, mais Israël qui détient plus de 700 différentes armes nucléaires et qui empêche l'inspections de ses sites n'est pas critiqué par la communauté internationale. D'autre part le journal américain The Washington Times a rapporté qu'Obama ne fera jamais des pressions sur Israël pour révéler son arsenal nucléaire.

A ce propos, le journal israélien Ha'aretz a écrit que selon un accord commun conclu probablement lors de la visite de Netanyahu aux Etats-Unis en mai, Washington a assuré Tel-Aviv que son arsenal nucléaire ne sera pas inspecté. La centrale atomique de Dimona du régime sioniste se trouve dans le désert de Néguev dans le sud de la Palestine Occupée. Elle a été construite par la France en 1956 et poursuit ses activités après plus de 43 ans avec l'assistance des Etats-Unis. La durée de fonctionnement utile de cette centrale a pris fin en 1986 mais le régime sioniste continue de la faire fonctionner.

IRIB

04 Octobre

http://french.irib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=25897&Itemid=0

1-11 Jonathan Cook : Des internautes payés pour diffuser la propagande israélienne.

La cote de popularité d'Israël ayant sérieusement baissé dans le monde entier au cours des dernières années, notamment suite aux interventions sanglantes de l'armée israélienne en Palestine et au Liban, les dirigeants israéliens tentent de compenser le déficit d'affection, via une armada d'internautes payés pour relayer leur propagande.

Jonathan Cook détaille ces procédés largement éventés.

"L'expression passionnée du soutien envers Israël, dans les réactions et commentaires postés sur les sites internet, les forums, les blogs, Twitter et Facebook, ne semble pas être aussi spontanée qu'elle voudrait le faire croire.

Le Ministre israélien des Affaires Etrangères a mis en place une équipe spéciale et secrète de salariés, dont le travail consiste à surfer sur internet 24 heures sur 24, afin de diffuser la bonne parole.

De jeunes israéliens accros d'internet, le plus souvent fraîchement diplômés ou soldats juste démobilisés et disposant de quelque talent de plume, ont été recrutés pour se poser en surfers ordinaires, alors qu'ils relaient la ligne du gouvernement sur la situation au Proche-Orient.

« A tous points de vue Internet est un théâtre du conflit israélo-palestinien, et nous nous devons d'être actifs sur ce théâtre, sans quoi nous perdrons », a déclaré Ilan Shturman, le responsable du projet.

L'existence d'une « machine de guerre » sur la toile a été mise en lumière par la publication du budget annuel du Ministère des Affaires Etrangères. Environ 150 000 dollars ont été affectés pour la première étape de son développement, en attendant des fonds supérieurs pour l'année prochaine.

L'équipe en question serait sous la direction d'un vaste service relevant de ce que les Israéliens appellent « hasbara », littéralement « explication publique », qui signifie plus prosaïquement propagande. Ceci n'inclut pas seulement le travail de relations publiques du gouvernement mais des accords plus secrets passés par le ministère avec une batterie d'organisations et d'initiatives privées qui font la promotion de l'image d'Israël dans la presse, à la télé et sur internet.

Dans une interview de ce mois au Calcalist, journal économique israélien, Shturman, directeur adjoint du département de la propagande (« hasbara ») au ministère, a admis que son équipe travaillait clandestinement.

« Nos gens ne diront pas 'salut, je fais partie du département de la hasbara du ministère des affaires étrangères israélien. Voilà ce que je veux vous dire'. Et ils ne s'identifieront pas forcément non plus en tant qu'Israéliens », a-t-il déclaré. « Ils parleront comme des surfers du net et comme des citoyens, ils écriront des réponses qui auront

l'air personnelles, mais qui se baseront sur une liste de messages tout préparés que le ministère des affaires étrangères aura élaborés ».

Rona Kuperboim, journaliste à Ynet, le site web d'information israélien le plus populaire, a dénoncé cette initiative, qui prouve selon elle qu'Israël est devenu un Etat totalitaire. « De bonnes relations publiques ne peuvent rendre la réalité des territoires occupés plus aimable. Des enfants sont tués, des habitations bombardées, des familles affamées. »

Sa chronique entraîna certains commentaires d'internautes demandant par quels moyens ils pouvaient proposer leur candidature à un job au sein de l'équipe dirigée par le Ministère !

Le projet n'est que la formalisation de pratiques de communication que le Ministère a développées à l'occasion de l'opération menée à Gaza en décembre et janvier derniers.

« Au cours de l'opération « plomb durci » nous avons fait appel aux communautés juives de l'étranger, et avec leur aide nous avons recruté quelques milliers de volontaires qui se sont joints aux volontaires israéliens » a indiqué Shturman.

« Nous leur avons donné le matériel de base et celui de la « hasbara », et nous les avons envoyés représenter le point de vue israélien sur les sites web et dans les sondages sur le net ».

L'armée israélienne intervient également sur l'un des espaces les plus populaires, le site de vidéo-partage YouTube, y téléchargeant régulièrement des clips, dénoncés comme des mensonges par les organisations israéliennes de défense des droits de l'homme.

Shturman a précisé que durant la guerre, le ministère avait concentré ses efforts sur les sites web européens, où l'audience était plus hostile à la politique israélienne. En haut de la liste des sites visés par ce nouveau projet, la BBC Online et les sites arabes du Web.

Elon Gilad, qui dirige « l'armée de blogueurs », déclara au Calcalist que, pendant l'attaque menée sur Gaza, de nombreuses personnes avaient contacté le Ministère pour offrir leurs services. « Ils sollicitaient simplement de l'information, et ensuite nous pouvions voir cette information circuler sur toute la toile. »

Il a suggéré qu'il y avait eu une coopération étroite avec le ministère de l'immigration, qui fournissait des listes de gens à contacter à des milliers d'immigrés récents en Israël, lesquels ont rédigé des messages pro-Israël sur les sites web, dans leur langue maternelle.

La nouvelle équipe devrait augmenter la proche coordination du ministère avec un groupe privé de soutien, giyus.org (« apportez à Israël votre soutien uni »). Près de 50 000 sont censés télécharger le programme Mégaphone, qui envoie un signal d'alerte à leur ordinateur dès qu'un article critiquant Israël est publié. Ils doivent alors bombarder le site en question de commentaires pro-israéliens.

Nasser Rego, de Ilam, un groupe basé à Nazareth qui surveille les medias israéliens, confirme que les organisations arabes en Israël font partie des cibles régulières des groupes hasbara, pour cause de « diffamation ». « Si ces gens-là se travestissent eux-mêmes, on peut penser qu'il n'auront aucun scrupule à travestir les intentions des groupes et des individus à propos desquels ils écrivent. Leur objectif, c'est clair, est de discréditer ceux qui se battent pour les droits humains des Palestiniens et pour la justice. »

Quand ce reporter interpella le Ministère des Affaires Etrangères, Yigal Palmor, porte-parole, nia l'existence de cette « armée de blogueurs », admettant toutefois que les responsables politiques réfléchissaient à l'utilisation des nouveaux medias.

Il n'a pas précisé quels propos de Shturman ou Gilad avaient pu être déformés par les médias en langue hébraïque, et a fait savoir que le Ministère n'avait pas l'intention d'engager des poursuites à ce sujet.

En fait, Israël a développé une démarche de plus en plus sophistiquée concernant les nouveaux medias, depuis 2005 et le lancement de la campagne « Brand Israël ». Le marketing a persuadé les responsables politiques qu'Israël devait davantage mettre en avant ses réussites dans les domaines économique et scientifique, notamment les percées médicales. Pour Shturman, son staff doit se servir des sites internet pour imposer « l'image d'Israël, pays développé contribuant à la qualité de l'environnement et à l'humanité ».

David Saranga, en charge des relations publiques au Consulat Général d'Israël de New York, et qui a dirigé la dynamique d'accentuation de la doxa pro-israélienne, s'est expliqué la semaine passée, arguant du fait qu'Israël partait avec un handicap face aux pro-palestiniens. « Au contraire du monde musulman, qui dispose de centaines de millions de supporters, qui ont adopté le récit palestinien en vue de saper Israël, le nombre de Juifs dans le monde n'est que de 13 millions », écrivit-il sur Ynet.

En réalité, Israël constate avec inquiétude que le soutien à son endroit ne fait que baisser parmi les jeunes générations d'Europe et des Etats-Unis. C'est ce qui a amené, en 2007, le Ministère des Affaires Etrangères à faire publier dans Maxim, magazine masculin très populaire aux Etats-Unis, des photos de soldates israéliennes posant en maillots de bain."

Jonathan Cook

*Jonathan Cook est écrivain et journaliste. Il vit à Nazareth. Ses derniers livres : Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East (Pluto Press) and Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair (Zed Books).

Source : [Israel deploys cyber team to spread positive spin](#)

Son site web : www.jkcook.net

(Traduction : Carole SANDREL et Sam de Radio Campus Lille)

CAPJPO-EuroPalestine

<http://bellacio.org/fr/spip.php?article89420>

1-12 Le silence des médias quand épingle... Israël

Les amis, c'est incroyable! C'est la confirmation que la presse française est totalement aveuglée, manipulée, de parti pris.

Et c'est triste!

Parce que son rôle de relais de propagande des idées sionistes pouvait être débattu en pensant que si des médias étaient largement favorable au sionisme, il en existait d'autres qui adoptaient une position neutre voire critique.

Je vous explique.

Aujourd'hui, les médias se concentrent sur une prochaine rencontre qui aura lieu mardi entre Obama, Abbas et Netahyaou.

Ce serait pour relancer le processus de paix à ce qu'il paraît. Effectivement, c'est plutôt en réalité pour fournir à Obama, la possibilité d'une annonce à quelques jours de l'assemblée générale de l'ONU

Ce que les médias français ne disent pas, c'est que l'AIEA, la branche de l'ONU qui s'occupe du nucléaire, a voté une résolution en assemblée générale et pour une fois, cela ne concerne pas le nucléaire iranien.

Vous savez, cette menace qui mènera le monde dans des guerres sans fin, à la destruction physique de l'état d'Israël, au nouvel holocauste antisémite.

L'horreur quoi!

Eh bien non! L'assemblée générale de l'AIEA a voté une résolution qui exhorte son bureau à inspecter les installations nucléaires israéliennes et condamne Israël pour n'avoir jamais voulu signer le traité de prolifération nucléaire.

Il paraît que ça fait 18 ans que l'AIEA essaye de le faire. A chaque fois, ce sont les états occidentaux qui s'y opposent et si les résolutions ne passaient pas, c'est souvent parce que pas mal de pays africains préféreraient s'abstenir...

Diplomatie françafricaine audacieuse?

Commonwealth des palabres?

Apparemment, l'audace et l'influence ont changé de camp !

Gros changements avec des arguments "béton". Beaucoup de pays ont affirmé qu'actuellement, Israël était une véritable menace pour le Proche-Orient, bien plus grande que l'Iran qui, on le rappelle, n'a pas le nucléaire militaire.

Tous les 3 ans, Israël fait une opération militaire d'envergure ou une guerre à un de ses voisins... C'est ce qu'ont rappelé les pays arabes aux pays occidentaux qui ont voté contre la résolution...

bien entendu...

Malgré les beaux discours, les pays occidentaux sont franchement démasqués.

Le blabla qu'on nous sert régulièrement sur le droit à la sécurité d'Israël et le droit des palestiniens ne passera plus. Les pays arabes ont droit aussi à leur sécurité or, l'arme nucléaire dans les mains d'Israël leur garantit l'insécurité surtout après 60 années de guerres réitérées.

Quel pays occidental a déjà parlé de cette dimension?

Pourtant avec la présence de la ressource pétrolière, ils auraient pu...

Sans doute, ont-ils reçu des assurances de la part de leur ami et allié israélien. Mais est-ce que ça suffit comme garantie pour les pays arabes?

C'est le message que ceux-ci ont voulu faire passer et, ce, avec succès grâce à l'appui des pays africains.

Seul RFI en parle..

Faites une recherche dans "Google actualités", tapez "AIEA", "Israël" et vous verrez que les grands médias parlent uniquement d'Israël reprochant à l'AIEA une trop grande complaisance sur l'Iran.

A part RFI, ceux qui parlent de la résolution qui condamne Israël sont des journaux francophones non français : libanais, algériens, suisses, canadiens..

Faites la même chose dans Google actualités en anglais et vous trouvez une vingtaine d'articles sur le sujet dont Reuters, le New-York Time, Associated Press, Voice of America et même l'AFP en anglais alors qu'elle n'est pas citée pour les résultats en français!

Ce qui montre que les agences internationales ont fait leur boulot.

Ce sont les médias français qui ont filtré et d'une certaine façon censuré..

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/10/03/le-chef-de-l-autorite-palestinienne-accumule-les-revers_1248856_3218.html#ens_id=1228030

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 L'ONU cède aux pressions d'Israël et des USA et reporte le vote sur la saisine de la CPI.

Pour la énième fois, la légitimité internationale échoue à faire régner la justice dans le monde, notamment lorsqu'il s'agit d'appliquer la loi sur "Israël".

Le Conseil des droits de l'homme aux Nations-Unies a donc cédé, vendredi, aux pressions américano-israéliennes, et décidé de reporter à sa session de mars 2010 le vote d'une résolution sur le rapport d'enquête du juge sud-africain Richard Goldstone.

Celui-ci recommande la saisine de la Cour pénale internationale (CPI) pour des "crimes de guerre" et de "possibles crimes contre l'humanité" pratiqués par "Israël", durant la guerre contre Gaza.

"L'impunité pour crimes de guerre et de possibles crimes contre l'humanité a atteint un point critique" dans la région, avait dénoncé le juriste sud-africain pour qui "l'absence actuelle de justice mine tout espoir d'un processus de paix et renforce un environnement qui favorise la violence".

Les Etats-Unis, qui viennent d'occuper un siège au Conseil qu'ils boudaient jusque là, s'étaient opposés durant le débat à ce projet de résolution, et accueilli avec satisfaction son report.

De son côté, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a exhorté jeudi l'ONU à rejeter le rapport de la mission Goldstone, en prétendant que son adoption "porterait un coup fatal au processus de paix".

L'Union européenne avait également exprimé ses réticences sur le projet de texte présenté par le Mouvement des non-alignés, le Groupe africain, l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) et le Groupe arabe.

Entre-temps, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont au contraire plaidé pour une approbation du rapport Goldstone et de ses recommandations.

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a ainsi déploré la décision de report par le Conseil. "Les Etats-Unis ont voulu ce sursis, et maintenant c'est aux Américains et aux Européens qu'il revient de s'assurer que sont menées et mises en oeuvre des enquêtes crédibles et des décisions de justice, qui sont cruellement nécessaires", a déclaré

Steve Crawshaw, un responsable de HRW.

3 octobre

Al-Manar.

2-2 L'occupation utilise des unités spéciales pour enlever et torturer les fidèles d'al-Aqsa.

Les rapports publiés par les masses médias ont dévoilé que les forces occupantes utilisent des unités spéciales pour enlever et torturer les Palestiniens qui se sont dirigés vers la mosquée sainte d'al-Aqsa pour la protéger devant le danger des extrémistes sionistes qui ont tenté de l'envahir, le dimanche 27/9.

Le site d'internet "al-Majed" a rapporté, le lundi 28/9, de plusieurs témoins oculaires que les forces occupantes ont utilisé des unités spéciales appelées "arabisants" (des soldats sionistes qui portent des vêtements arabes), pour capturer et frapper les Palestiniens qui se trouvaient dans les esplanades de la mosquée sainte d'al-Aqsa.

Il a affirmé que ces unités spéciales sionistes ont arrêté plusieurs jeunes Palestiniens en les frappant et transportant dans des voitures militaires déployées aux alentours de la mosquée d'al Aqsa.

Il est à noter que les masses médias ont couvert les attaques et agressions de ces unités contre les Palestiniens qui se trouvaient aux alentours de la mosquée sainte.

29/9

CPI

2-3 The Guardian: 4 pays arabes prêts à normaliser avec "Israël".

Le quotidien britannique "The Guardian" a révélé que quatre états arabes ont accepté en principe d'entamer la normalisation de leurs relations avec l'entité sioniste: le Bahreïn, le Qatar, les Émirats et le Maroc.

Ils seraient prêts à autoriser l'utilisation de leur espace aérien par la compagnie aérienne israélienne (el-Al), l'ouverture d'ambassade et de bureaux commerciaux israéliens, et l'entrée de touristes dont les passeports portent des tampons israéliens.

En revanche, rapporte le journal, l'Arabie saoudite s'obstine à refuser ceci, au motif qu'Israël a obtenu beaucoup trop de concessions. Mais elle ne tentera pas pour autant d'empêcher les autres pays de suivre la voie de la normalisation.

Selon le journal, " une alliance entre différents pays arabes à laquelle l'Arabie saoudite pourrait faire partie, effectue des contacts secrets avec Israël pour discuter ce qu'ils considèrent être une menace commune contre eux venant d'Iran".

27/08/2009

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4619>

2-4 Ehud Barak bientôt inculpé ?

Un groupe de familles palestiniennes tente de faire en sorte qu'Ehud Barak, ministre israélien de la défense, soit l'objet de poursuites en Grande-Bretagne pour crimes de guerre dans la bande de Gaza, ont déclaré les avocats à Al Jazeera.

Le criminel de guerre Ehud Barak

Un avocat travaillant pour les familles va présenter leur plainte à une cour de justice à Londres ce mardi, et les juges britanniques décideront s'ils sont compétents pour trancher l'affaire.

Barak est attendu en Grande-Bretagne mardi pour répondre à une invitation à une réunion des « Travaillistes amis d'Israël » d'Israël, en marge de la conférence annuelle du parti au pouvoir. Les familles espèrent qu'un mandat d'arrêt sera émis au cours de sa visite.

Michel Massih, l'avocat basé au Royaume-Uni, a déclaré en portant l'affaire devant la cour, qu'il estimait que le gouvernement britannique était obligé « de poursuivre activement les personnes soupçonnées d'être impliquées dans des crimes de guerre ».

« Il ne faut pas, à ce stade, proposer plus d'un cas et la suggestion serait que Barak était certainement dans une position où il devra répondre à certaines des allégations à propos des ordres donnés pour les crimes commis par les troupes israéliennes, » a-t-il déclaré à Al Jazeera à Londres.

Bombardement de Gaza

Plus de 1400 Palestiniens, dont au moins un tiers de femmes et d'enfants, ont été tués dans l'offensive israélienne dans la bande de Gaza en Décembre et Janvier derniers.

Israël a prétendu que l'agression aérienne, navale et terrestre contre le territoire visait à enrayer les tirs de roquettes par des combattants palestiniens.

Massih dit aussi que l'affaire s'appuie sur un certain nombre de sources disponibles, y compris les rapports d'Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits humains ainsi que sur l'enquête des Nations Unies [rapport Goldstone].

Après la publication du rapport de la Commission des Nations Unies aux droits de l'homme, rédigé par Richard Goldstone, juge en Afrique du Sud, Barak a condamné ses conclusions comme politiques et reproché la méthode adoptée.

« Même si je suis indigné par le rapport de Goldstone, je dois avouer que je n'ai pas été surpris », écrit-il dans The Wall Street Journal. « Il correspond, plus que toute autre chose, à une déclaration politique - pas à une analyse juridique ».

« Collectivement punis et terrorisés »

Le rapport Goldstone déclare que l'offensive israélienne avait « puni [collectivement] et terrorisé » les civils palestiniens et que les troupes avaient omis de prendre des précautions pour minimiser les pertes parmi les civils et les ont dans certains cas délibérément attaqués.

Le rapport a également accusé les combattants palestiniens d'avoir commis des crimes de guerre et crimes possibles contre l'humanité en tirant des fusées artisanales [de malheureuses pétoires qui atterrissent dans les champs dans la très grande majorité des cas- N.d.T] vers le sud d'Israël.

« Si les tribunaux israéliens faisaient eux-mêmes ces enquêtes, il n'y aurait pas besoin d'avoir recours à des tribunaux internationaux », a déclaré Massih à Al Jazeera. « Il y a des allégations de crimes de guerre, il y a des familles qui cherchent à obtenir réparation et parce que ces familles veulent réparation, elles ont demandé l'avis d'avocats en Palestine qui ont demandé l'avis d'avocats au Royaume-Uni. »

En 2005, les groupes de défense des droits humains avaient critiqué les autorités britanniques pour avoir omis d'arrêter Doron Almog, un général de l'armée israélienne contre lequel un mandat d'arrêt pour crimes de guerre présumés avait été émis, lorsque son avion a atterri à Londres.

Almog était resté dans l'avion à l'aéroport d'Heathrow après avoir apparemment été informé qu'il pourrait être arrêté puis il a été autorisé à retourner en Israël.

ligne-mediane

28 septembre 2009 –

Al Jazeera –

Vous pouvez consulter cet article à : <http://english.aljazeera.net/news/m...>

Traduction : [Info-Palestine.net](http://www.alterinfo.net)

http://www.alterinfo.net/Le-criminel-de-guerre-Ehud-Barak-bientot-inculpe_a37373.html

2-5 On a conseillé Barak de quitter Londres sous peine d'être arrêté.

Une Organisation palestinienne a déposé une plainte contre le ministre de la guerre israélien Ehud Barak l'accusant de crimes de guerre pendant la guerre contre Gaza, dans la capitale britannique Londres.

La plainte qui a été déposée alors que Barak se trouve en Grande-Bretagne demande aux procureurs de délivrer un mandat d'arrêt contre lui.

Or, une rencontre est prévue entre le Premier ministre britannique Gordon Brown et Barak au moment où le tribunal devrait décider d'accepter l'affaire.

Selon le quotidien israélien Yediot Ahronot des fonctionnaires de justice dans le gouvernement israélien ont averti hier Ehud Barak le conseillant de quitter l'Angleterre pour éviter le dilemme de la justice et lui suggérant d'aller en France. Cependant, Barak a décidé de ne pas modifier son séjour en Grande-Bretagne.

La plainte a été déposée au tribunal de Londres et est basée sur le rapport de la Commission de la Vérité de l'Organisation des Nations Unies présidée par le juge Goldstone, qui a accusé l'entité sioniste d'avoir commis des crimes de guerre pendant son offensive sauvage contre la bande de Gaza. Sachant que Barak était ministre de la guerre pendant la guerre et occupe encore ce poste.

Le tribunal se prononcera aujourd'hui dans la demande de poursuite en justice contre Barak déposée par l'avocat Michael Christ, qui représente un groupe de familles palestiniennes touchées par la guerre, et doit décider s'il convient de prendre des mesures dans l'affaire.

Comme cette affaire dépend entièrement des autorités judiciaires britanniques, les parties judiciaires

israéliennes suivent avec préoccupation son développement.

Il est à noter que les tribunaux britanniques sont régis par une loi qui oblige à arrêter un suspect d'avoir commis des crimes jusqu'à ce qu'une décision soit rendue en son égard.

29/09/2009

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=105094&language=fr>

2-6 Jeff Gates : Israël tombera-t-il ?

[...] Oubliez un retour aux frontières d'avant 1967 ; revenez plutôt aux frontières d'avant 1948. Désignez Jérusalem comme ville internationale sous protection de l'ONU et déployez-y une force multinationale de maintien de la paix.

Les Palestiniens auraient ainsi leur droit au retour, y compris la possibilité de recouvrer les propriétés d'où ils ont fui pendant l'attaque des terroristes juifs. Si les sionistes colonisateurs (c'est-à-dire les colons) veulent des indemnisations pour « leurs » biens, qu'ils les cherchent auprès de la diaspora qui a encouragé leur occupation illégale.

Ceux qui se considèrent comme « juifs » peuvent rester dans le cadre d'une démocratie inclusive. Ou ils peuvent partir. Les Américains doivent se demander combien de ces extrémistes ils veulent accueillir dans une nation déjà en difficulté sous le poids de l'immigration. Il y aurait 500.000 israéliens détenteurs de passeports américains. Avec plus de 300.000 double-nationaux résidant dans la seule Californie, cet Etat pourrait demander un référendum sur le nombre de sionistes qu'il souhaite accueillir. De même pour la Russie, d'où beaucoup de Juifs ont fui, y compris les quelques 300.000 russes émigrés qui soutiennent le parti Likoud mais n'ont pas encore été certifiés en tant que juifs.

A l'origine, les sionistes considéraient l'Argentine et l'Ouganda comme lieux possibles pour établir leur entreprise. Ils pourraient souhaiter demander à s'y installer.

La question de pourquoi les Palestiniens (ou les Californiens) devraient supporter le coût d'un problème créé par l'Europe il y a soixante ans est une question à laquelle Tel Aviv doit encore répondre, sans se référer aux anciennes revendications sur lesquelles elle insiste, à savoir une préséance sur deux millénaires de présence palestinienne".

Article complet sur ISM France (traduction MR) :

Jeff Gates est auteur, avocat, banquier d'investissement, éducateur et consultant auprès du gouvernement, de dirigeants d'entreprises et de syndicats reconnu dans le monde entier. Son dernier livre est "Guilt By Association—How Deception and Self-Deceit Took America to War" (2008). Ouvrages précédents : "Democracy at Risk: Rescuing Main Street From Wall Street" et "The Ownership Solution: Toward a Shared Capitalism for the 21st Century". Il a été pendant vingt ans Conseiller auprès de décideurs politiques du monde entier. Conseiller juridique du Comité des Finances du Sénat américain de 1980 à 1987.

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12784&type=analyse&lesujet=Un%20Etat%20Unique>

2-7 Serge Dumont : Israël veut relancer l'immigration.

Comment attirer de nouveaux immigrants en Israël ? La réponse n'est pas facile à trouver pour les dirigeants de l'Etat hébreu et pour l'Agence juive (l'organisme chargé d'organiser le départ des Juifs vers la « Terre promise »). Les candidats au départ étant de plus en plus rares, toutes les idées – mêmes les plus folles – sont bonnes à prendre.

Dans le cadre d'un projet baptisé « Taglit », des jeunes âgés de 18 à 27 ans sont ainsi invités gratuitement en Israël pendant dix jours moyennant un paiement symbolique. La plus grande partie du coût de cette opération, qui a déjà bénéficié à plus de cinquante mille jeunes gens issus de tous les continents, est prise en charge par un groupe de donateurs américains ainsi que par des organisations caritatives juives.

Dans le même but, l'opération « Masa », que vient de lancer l'Agence juive, consiste à repérer les jeunes Juifs en diaspora considérés comme « en voie d'assimilation » parce qu'ils ne s'intéressent pas à Israël et à les inviter à passer une année dans l'Etat hébreu.

Mais le projet le plus surprenant consiste sans conteste à convaincre des jeunes célibataires américains à s'installer en Israël... pour y trouver l'âme sœur. Depuis le début de l'été, quatre vols en provenance des Etats-Unis ont ainsi transporté 281 « singles » jusqu'à Tel-Aviv.

Objectif ? Leur présenter des Israéliens et des Israéliennes libres de toute attache afin de les « fixer » au terroir israélien.

La « montée » vers Israël (l'« alyah », en hébreu) est en forte diminution ces dernières années : 14.000 personnes en 2008 contre 18.000 l'année précédente et le triple dix ans plus tôt. Les « réservoirs » que représentaient les communautés juives de l'ex-URSS ainsi que d'Amérique du Sud et d'Ethiopie sont quasiment à sec. Quant aux communautés juives française et sud-africaine, que l'on présentait comme « prometteuses » dans le courant de ces dernières années, elles n'ont jamais fourni le contingent d'immigrants escompté.

Voilà pourquoi les responsables israéliens de l'« alyah » utilisent les techniques de marketing les plus sophistiquées en vendant Israël comme un produit à tester et non plus comme un projet politique.

Serge Dumont 9 septembre

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Harel & Issacharoff : Israël exige de l'AP d'abandonner les poursuites pour crimes de guerre à La Haye.

La tension monte entre Israël et l'Autorité Palestinienne [de Ramallah] après l'appel fait par Ramallah à la Cour Internationale de La Haye pour examiner les allégations de « crimes de guerre » que l'IDF aurait [sic] commis pendant l'opération Plomb Fondu dans la bande de Gaza.

La question pèse déjà sur les relations entre la direction de la défense et de l'appareil sécuritaire israéliens et leurs homologues en Cisjordanie, et fait partie de la liste croissante de plaintes israéliennes sur le comportement des dirigeants de l'AP.

Sur ces entrefaites, Israël a averti l'Autorité Palestinienne qu'elle conditionnerait l'autorisation d'un second réseau de téléphonie mobile pour la Cisjordanie - une question économique d'importance critique pour la direction de l'AP - à l'abandon par les Palestiniens de leur requête à la Cour Internationale.

La question d'un second fournisseur de téléphonie mobile est au centre des discussions entre l'AP, le Quartet et Israël, et dure depuis plusieurs mois. Actuellement le seul opérateur est Pal-Tel, et le Premier Ministre Salam Fayyad envisage l'introduction d'un second fournisseur comme une étape importante pour améliorer l'infrastructure civile en Cisjordanie. Le projet est central pour Watanya, la compagnie prévue pour être second opérateur, et des profits substantiels sont attendus.

Mais si le projet n'est pas approuvé au 15 octobre, l'AP devra payer une pénalité estimée à 300 millions de dollars, la somme déjà investie en certifications et en infrastructure.

Les diplomates occidentaux, dont l'ancien premier ministre Tony Blair, représentant du Quartet dans la région, et l'ambassadeur des USA en Israël James Cunningham ont indiqué clairement aux responsables israéliens que le temps arrive à son terme, et les ont pressés de permettre la poursuite de l'installation d'un deuxième opérateur. Les objections d'Israël commencent par la question des fréquences. Les fréquences que veulent les Palestiniens pour la nouvelle compagnie sont très proches de celles utilisées par l'armée israélienne pour certaines de ses activités les plus sensibles.

« Israël nous rend les choses difficiles à beaucoup de niveaux », se plaint Mohammed Mustafa, conseiller économique du président de l'AP Mahmoud Abbas. « Ils veulent maintenant que nous fassions pression pour que Pal-Tel libère certaines fréquences, à utiliser par Watanya ».

Mais une autre question plus substantielle a été ajoutée récemment, quand l'Autorité Palestinienne a fait appel à la Cour Criminelle Internationale. Des sources sécuritaires ont dit à Ha'aretz que cette action, autorisée par Fayyad et Abbas, a mis en colère les hauts officiers de l'armée, particulièrement le chef d'Etat Major Gabi Ashkenazi.

Ashkenazi s'est consacré à trouver des parades contre la menace de la conduite d'officiers israéliens devant la Cour à la suite des accusations de crimes de guerre commis par l'IDF dans la bande de Gaza. L'inquiétude a monté à la suite du grave rapport que la Commission Goldstone a publié au nom des Nations Unies il y a deux semaines.

En Israël l'argument est que l'AP est déloyal et qu'au moment de l'opération dans la bande de Gaza, l'hiver dernier, ses hauts dirigeants ont encouragé leurs homologues israéliens à faire monter la pression sur Hamas, et même à tenter d'amener son pouvoir dans le territoire au bord de l'effondrement. Mais plus tard ils ont rejoint ceux qui décrivent Israël et ses actions supposées [sic] dans la Bande [de Gaza].

Au vu de cette tension, le chef d'Etat Major a conditionné son approbation d'un second opérateur de télécoms à l'abandon par les Palestiniens de leur plainte à la Cour.

« L'AP est arrivée au point où elle doit décider si elle travaille avec ou contre nous », ont dit des dirigeants de l'appareil de la Défense. On dit à l'AP qu'en réponse aux demandes israéliennes, Abbas et Fayyad vont édulcorer leur appel à la CIJ, quoiqu'ils refusent de promettre de l'annuler complètement.

Au cours de l'année passée les hauts responsables de la défense israélienne ont souvent félicité les Palestiniens pour avoir amélioré leur contribution à la sécurité de la Cisjordanie, et pour le caractère décidé de la direction derrière Fayyad. Mais ces dernières semaines il y a eu de plus en plus d'affirmations que même si l'Autorité est louée par Israël et la communauté internationale, elle se comporte de façon irresponsable en violant les accords entre les deux parties.

Les allégations d'Israël se concentrent sur la présence croissante de policiers Palestiniens en civil à Jérusalem Est, contrairement aux obligations de l'AP. Le personnel de sécurité participe aux prières à la mosquée Al-Aqsa et à d'autres sites de la ville, et a accru sa présence dans les établissements scolaires et médicaux de Jérusalem. De plus il a aussi été impliqué dans l'enlèvement de Palestiniens suspectés de vendre des propriétés aux Juifs.

3-2 ONU : les Etats-Unis et l'Union européenne font obstacle à la justice concernant le conflit de Gaza.

Le refus des gouvernements des Etats-Unis et de l'Union européenne d'avaliser le rapport de la Mission d'établissement des faits sur le conflit de Gaza adresse un message selon lequel les violations graves des lois de la guerre seront traitées avec mansuétude si elles sont commises par un allié, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui.

Le 29 septembre 2009, le juge Richard Goldstone a présenté au Conseil des droits de l'homme de l'ONU le rapport de la mission sur le conflit de Gaza qui s'est déroulé en décembre et janvier dernier.

Le juge Goldstone a appelé les membres du Conseil à approuver les recommandations du rapport, notamment celles qui sont destinées à lutter contre l'impunité pour les violations graves des lois de la guerre au cours du conflit de Gaza en impliquant la stature et l'influence du Conseil de sécurité de l'ONU. Les Etats-Unis ont justifié leur opposition à ces importantes recommandations en qualifiant le rapport de « déséquilibré » et de « profondément entaché d'erreurs », sans toutefois décrire des faits concrets à l'appui de ces assertions.

En fait, le rapport reflète une évaluation modérée et approfondie des violations commises par les deux parties belligérantes, qui concordent précisément avec les conclusions de Human Rights Watch et d'autres groupes indépendants. Une déclaration lue par l'ambassadeur de Suède au nom de l'Union européenne a reconnu le sérieux du rapport mais a également refusé d'approuver ses conclusions ou ses recommandations. Les pays de l'UE membres du Conseil, comme le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, ont gardé le silence à propos du rapport.

« La tentative des Etats-Unis de rejeter le rapport Goldstone est carrément honteuse pour une administration qui prétend promouvoir l'Etat de droit et le devoir de rendre compte pour les crimes de guerre », a déploré Juliette de Rivero, représentante à Genève de Human Rights Watch. « Il est aussi profondément décevant que des gouvernements européens importants n'aient pas saisi cette précieuse opportunité de réclamer justice pour les victimes des deux parties au conflit. Les observations détaillées du rapport et ses recommandations réfléchies méritent d'être soutenues, et non d'être rejetées et passées sous silence. »

Le rapport de 575 pages de la Mission d'établissement des faits de l'ONU sur le conflit de Gaza, publié le 15 septembre, a conclu que tant Israël que le Hamas s'étaient rendu coupables de violations graves du droit international humanitaire et des droits humains, y compris des crimes de guerre voire des crimes contre l'humanité. Le rapport a recommandé que le gouvernement israélien et les autorités du Hamas mènent des enquêtes indépendantes et impartiales dans un délai de six mois. Dans le cas où le Conseil de sécurité de l'ONU constaterait qu'ils ne le font pas, le rapport a exhorté le Conseil à renvoyer la question devant la Cour pénale internationale.

Le secrétaire d'Etat américain adjoint pour la démocratie, les droits de l'homme et le travail, Michael Posner, a déclaré le 29 septembre au Conseil des droits de l'homme que les « recommandations disproportionnées entachent nombre des suggestions du rapport en faveur d'une action internationale ». Il a déclaré qu'Israël étant une démocratie ayant un engagement bien établi envers l'Etat de droit, ce pays dispose des « institutions et de la capacité de mener des enquêtes robustes sur ces allégations ». Il a aussi noté qu'Israël avait annoncé publiquement mener déjà des enquêtes sur au moins 100 plaintes liées au conflit de Gaza.

Toutefois Human Rights Watch a observé que Posner n'a pas tenu compte de l'incapacité d'Israël, à de nombreuses reprises dans le passé, à enquêter et engager des poursuites contre des membres de ses propres forces de sécurité impliqués dans des violations graves du droit international humanitaire et des droits humains. Selon les groupes israéliens de défense des droits humains, entre 2000 et septembre 2008, Israël a condamné seulement cinq soldats pour avoir tué des Palestiniens de façon injustifiée, au cours d'une période où plus de 2 200 civils palestiniens ont été tués par les forces de défense israéliennes.

Les enquêtes menées actuellement par Israël, toutes conduites par l'armée, donnent peu d'indications de leur efficacité ou de leur impartialité. Neuf mois après la fin du conflit, Israël n'aurait interrogé que deux témoins palestiniens pour tous les crimes présumés à Gaza, et inculpé un seul soldat, le condamnant à sept mois de prison pour le vol d'une carte de crédit.

« Le gouvernement américain insiste qu'il croit en la volonté d'Israël de mener des enquêtes sérieuses à son propre sujet, mais cette attitude traduit un refus décevant de regarder la réalité en face », a remarqué Juliette de Rivero. « Les Etats-Unis laissent passer une occasion importante : en permettant à Israël de s'en tirer, ils permettent aussi au Hamas de s'en tirer. »

Les Etats-Unis ont soutenu que l'adoption du rapport Goldstone et de ses recommandations interromprait les efforts entrepris par le gouvernement américain pour renouer des pourparlers de paix entre Israël et l'Autorité palestinienne. Mais le juge Goldstone a rappelé au Conseil des droits de l'homme de l'ONU que le fait d'ignorer les attaques contre les civils porterait atteinte aux efforts de paix. La communauté internationale doit affronter les réalités contenues dans le rapport, a-t-il dit, et ainsi « trouver une base significative pour la recherche de la paix et de la sécurité ».

source: <http://www.hns-info.net/spip.php?article19525>

3-3 Paul Craig Roberts : Pourquoi pas des sanctions contre Israël ?

En Israël, un pays volé aux Palestiniens, des fanatiques contrôlent le gouvernement.

L'un de ces fanatiques est le Premier ministre, Benjamin Netanyahu.

La semaine dernière, Netanyahu a appelé à des « sanctions paralysantes » contre l'Iran.

Le type de blocus que veut Netanyahu s'appelle un acte de guerre.

Depuis longtemps, Israël menace d'attaquer lui-même l'Iran, mais préfère y entraîner les Etats-Unis et l'OTAN.

Pourquoi Israël veut-il initier une guerre entre les Etats-Unis et l'Iran ?

L'Iran attaque-t-il d'autres pays ?

Bombarde-t-il des civils et détruit-il des infrastructures civiles ?

Non. Ces crimes sont commis par Israël et les Etats-Unis.

L'Iran expulse-t-il des gens des terres qu'ils occupent depuis des siècles et les entasse-t-il dans des ghettos ?

Non. C'est ce qu'Israël fait aux Palestiniens depuis 60 ans.

Alors, de quoi l'Iran est-il coupable ?

L'Iran développe l'énergie nucléaire, ce qui est son droit en tant que signataire du Traité de Non-Prolifération (TNP). Le programme iranien d'énergie nucléaire fait l'objet d'inspections par l'Agence Internationale à l'Energie Atomique (AIEA), laquelle rapporte constamment que ses inspections ne découvrent aucun détournement de l'uranium enrichi vers un programme d'armement.

La position prise par Israël et sa marionnette à Washington est que l'Iran ne doit pas être autorisé à exercer les mêmes droits dont disposent tous les autres signataires du TNP, parce que l'Iran pourrait détourner l'uranium enrichi à des fins militaires.

Autrement dit, Israël et les Etats-Unis revendiquent le droit d'abroger le droit de l'Iran de développer l'énergie nucléaire. La position US-israélienne n'a aucune base dans la loi internationale ou ailleurs, à part l'arrogance d'Israël et des Etats-Unis [N.d.T. : ainsi que de l'Europe en général et de la France en particulier]. L'hypocrisie est extrême. Israël n'est pas signataire du TNP et a développé illégalement et en douce des armes nucléaires, avec, pour ce que nous en savons, l'aide des Etats-Unis. [N.d.T. : Surtout de la France...][1]

Etant donné qu'Israël possède de façon illégale des armes nucléaires et que son gouvernement est composé de fanatiques capables de les utiliser, des sanctions écrasantes devraient être appliquées contre Israël pour le forcer à désarmer.

Il y a une autre raison pour laquelle Israël se qualifie pour des sanctions écrasantes à son encontre. C'est un Etat d'apartheid, ainsi que l'ancien président des Etats-Unis, Jimmy Carter, l'a démontré dans son livre, « Palestine : La Paix, Pas l'Apartheid ».

Les Etats-Unis avaient été en tête de file pour l'imposition de sanctions contre l'Afrique du Sud à cause de l'apartheid que pratiquait ce pays. Ces sanctions ont forcé le gouvernement blanc à remettre le pouvoir politique à la population noire. Israël pratique une forme pire d'apartheid que ne le faisait le gouvernement blanc d'Afrique du Sud. Pourtant, Israël soutient que toute critique pour une pratique que le monde considère comme intolérable est de l'« antisémitisme ». Ce qui reste de la Cisjordanie palestinienne, qui n'a pas été volé par Israël, consiste en des ghettos isolés. Les Palestiniens sont coupés des hôpitaux, des écoles, de leurs fermes et les uns des autres. Ils ne peuvent pas voyager d'un ghetto à l'autre sans la permission d'Israël imposée aux postes de contrôle [de l'armée israélienne].

L'explication du gouvernement israélien pour justifier sa violation grossière des droits de l'homme comprend l'une des plus grosses collections de mensonges de l'histoire. Personne, à l'exception des « sionistes chrétiens » américains, n'en croit un seul mot.

Les Etats-Unis se qualifient aussi pour des sanctions paralysantes. En effet, les Etats-Unis sont même surqualifiés : sur la base des mensonges et de la tromperie intentionnelle, du Congrès des Etats-Unis, du public américain, des Nations-Unies et de l'OTAN, le gouvernement étasunien a envahi l'Afghanistan et l'Irak et s'est servi de la « guerre contre la terreur » orchestrée par Washington pour annuler des libertés civiles gravées dans le marbre de la constitution des Etats-Unis. Un million d'Irakiens ont payé de leur vie les crimes de l'Amérique et quatre millions d'entre eux ont été déplacés. L'Irak et ses infrastructures sont en ruine, et les élites professionnelles irakiennes, nécessaires à toute société moderne organisée, ont été tuées ou dispersées. Le gouvernement des Etats-Unis a commis un crime de guerre à grande-échelle. Si l'Iran se qualifie pour l'application de sanctions, alors les Etats-Unis se qualifient mille fois plus.

Personne ne sait combien de femmes, d'enfants et de vieillards ont été tués par les Américains dans les villages d'Afghanistan. Cependant, la guerre d'agression américaine contre le peuple afghan entre à présent dans sa neuvième année. Selon l'armée américaine, une victoire des Etats-Unis n'est pas prête de se produire. L'Amiral Michael Mullen, président de l'état-major US interarmées, a déclaré en août que la situation militaire en Afghanistan est « grave et empire ».

Les Américains les plus âgés peuvent s'attendre à ce que cette guerre se poursuive pour le restant de leur vie, tandis que leurs droits sociaux, de santé et de retraite, sont réduits afin de libérer des fonds pour l'industrie américaine de l'armement. Bush/Cheney et Obama/Biden ont fait de l'industrie des munitions le seul investissement boursier sûr aux Etats-Unis.

Quel est l'objectif de la guerre d'agression contre l'Afghanistan ? Peu après avoir prêté serment, le Président Obama a promis d'apporter une réponse, mais il ne l'a pas fait. A la place, Obama a rapidement intensifié la guerre en Afghanistan et il en a lancé une autre au Pakistan, qui a déjà déplacé deux millions de Pakistanais.

Obama a envoyé 21.000 soldats supplémentaires en Afghanistan et, déjà, le commandant des Etats-Unis en Afghanistan, le Général Stanley McChrystal, en réclame 20.000 de plus.

Obama intensifie la guerre d'agression de l'Amérique contre le peuple afghan, malgré trois sondages d'opinion largement couverts par les médias, qui montrent que le public américain est fermement opposé à la poursuite de cette guerre contre l'Afghanistan.

Malheureusement, l'accord en béton armé entre Israël et Washington pour faire la guerre aux Musulmans est bien plus fort que les liens entre le public américain et son gouvernement. A un dîner d'adieu, jeudi dernier, donné en l'honneur de l'attaché militaire d'Israël à Washington, l'Amiral Mike Mullen, président de l'état-major US interarmées, le sous-secrétaire à la Défense Michele Flournoy et Dan Shapiro, qui est responsable des affaires moyen-orientales au Conseil de Sécurité Nationale, étaient présents pour lui rendre hommage. L'Amiral Mullen a déclaré que les Etats-Unis seront toujours du côté d'Israël. Peu importe combien de crimes de guerre Israël commet. Peu importe combien de femmes et d'enfants Israël assassine. Peu importe combien de Palestiniens Israël chasse de chez eux, de leurs villages et de leurs terres. Si la vérité pouvait être dite, alors, le véritable axe du mal serait les Etats-Unis et Israël.

Des millions d'Américains se retrouvent aujourd'hui sans abri à cause de la saisie de leurs maisons. Des millions supplémentaires ont perdu leur emploi et encore plus de millions d'Américains n'ont aucun accès aux soins médicaux. Pourtant, le gouvernement étasunien continue de dilapider des centaines de milliards de dollars pour des guerres qui ne servent aucun objectif de l'Amérique. Le Président Obama et le Général McChrystal ont adopté la position qu'ils connaissent le mieux : que le public américain aille se faire voir !

Il ne peut être plus clair que le Président des Etats-Unis et l'armée américaine se fichent complètement de la démocratie, des droits de l'homme et de la loi internationale. Ceci constitue une autre raison pour appliquer des sanctions paralysantes contre Washington. Sous les gouvernements de Bush/Obama l'Amérique est devenue un Etat de chemises brunes, pratiquant le mensonge, la torture, le meurtre, les crimes de guerre et la tromperie. De nombreux gouvernements sont complices des crimes de guerre de l'Amérique. Avec le budget d'Obama qui se trouve dans le rouge foncé, les guerres de Washington d'agression gratuite dépendent du financement des Chinois, des Japonais, des Russes, des Saoudiens, des Indiens, des Canadiens et des Européens. A la seconde même où ce financement étranger des crimes de guerre américains s'arrêtera, les guerres d'agression de l'Amérique contre les Musulmans cesseront.

Les Etats-Unis ne sont par la « superpuissance » éternelle qui peut infiniment ignorer ses propres lois et la loi internationale. Les Etats-Unis finiront par tomber à cause de leur prétention démesurée, de leur arrogance et de leurs objectifs impériaux. Lorsque l'Empire Américain s'effondrera, est-ce que ses responsables seront jugés devant une cour contre les crimes de guerre ?

Notes:

[1] La publication des documents confidentiels de la CIA après 34 ans montre que la première bombe atomique israélienne a été fabriquée en France en 1974 avant d'être transférée dans les territoires occupés. Ces documents sont une très petite partie du volumineux document « Top Secret » préparé en 1974. Malgré leur publication après 32 ans, les autorités américaines n'ont pas encore accès à toutes les informations au sujet de cette bombe. Selon ce rapport, le mot « Top Secret » figurerait sur les chapitres de tout document qui concerne le programme nucléaire israélien

Paul Craig Roberts

Article original : "[*Why Not Sanctions for Israel?*](#) "

Traduction : [JFG-QuestionsCritiques]

Paul Craig Roberts est l'auteur de la loi Kemp-Roth. Il fut sous-secrétaire au Trésor de l'administration Reagan. Il fut rédacteur en chef adjoint au *Wall Street Journal* et rédacteur à la *National Review*

CounterPunch

2 septembre

<http://questionscritiques.free.fr/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Paul_Craig-Roberts.020909.htm

3-4 Goncalo de Almeida Ribeiro, Vishaal Kishore et Nimer Sultany : Les risques de la décontextualisation des crimes de guerre à Gaza.

La publication récente d'un rapport de la mission d'enquête des Nations Unies présidée par le juriste Richard Goldstone sur l'attaque israélienne à Gaza de décembre 2008 à janvier 2009 apporte un éclairage important sur la violation des droits de l'homme en Israël/Palestine.

On souhaiterait qu'à la lecture de ce rapport (ou bien sûr de tout autre de la longue liste de rapports concernant les Territoires palestiniens occupés par diverses organisations pour les droits de l'homme), les lecteurs soient scandalisés par les atrocités perpétrées dans la région.

Bien qu'il affirme expressément prendre en compte le contexte historique des événements de Gaza, le rapport, par sa nature même, isole une série particulière de faits, dans une période limitée, comme principal objet d'enquête. Cela est en partie justifié.

Le conflit à Gaza a atteint des niveaux de violence plus ou moins exceptionnels.

Pourtant, nous craignons qu'un rapport qui a fait autant de bruit, destiné spécifiquement à étudier ce qui est perçu comme étant un laps de temps extrême ou particulier dans la vie des Palestiniens sous occupation, n'ait des conséquences négatives importantes.

Nous maintenons en particulier qu'un tel rapport, en se centrant sur une période « *dramatique* » de l'occupation israélienne, pourrait avoir pour effet d'occulter ou de minimiser la dure et continue réalité des 43 dernières années d'occupation israélienne.

En attirant l'attention sur une explosion sanglante de violence, une explosion qui est considérée et étudiée comme inhabituelle, d'autres périodes pourraient de façon implicite être considérées comme normales.

Mais ces périodes « *normales* » contiennent des souffrances et de terribles épreuves palestiniennes qui vont bien au-delà de la moindre décence. Ces périodes – qui impliquent une résistance palestinienne à l'occupation à bas niveau et d'oppression israélienne à bas niveau – sont la toile de fond historique et contextuelle qui renferme tous les événements qui suivent. Alors que beaucoup perdent tragiquement leurs vies dans le conflit, la politique moins spectaculaire mais de longue date et profondément destructrice poursuivie par l'Etat israélien entrave non seulement la liberté des Palestiniens, mais aussi pervertit et tronque leurs projets de vie.

Nous affirmons qu'un risque existe que des rapports centrés de façon aussi restreinte tel le rapport Goldstone n'engendrent l'oubli des tragédies de ces périodes, ou tout au moins ne les relèguent à la marge et les rendent moins répréhensibles. L'attention myope portée sur le symptôme du problème – l'attaque sur Gaza – dissimule la cause originelle, et l'occupation israélienne est dépouillée de son vrai contexte et de sa gravité. Ainsi, les formes multiples et interconnectées utilisées par l'oppression pour assujettir des gens normaux dans leurs vies quotidiennes ne sont pas examinées.

En d'autres termes, le rapport décrit et évalue les violations aux droits de l'homme sans prêter attention au contexte factuel et moral plus large au sein duquel ils sont survenus.

Evidemment, les défenseurs d'Israël se sont servis de tels arguments décontextualisés pour détourner la discussion. Leurs arguments maintiennent que si les Palestiniens n'avaient pas eu recours à la violence contre le peuple israélien et son armée, Israël n'aurait pas été obligé de les attaquer et, en conséquence, leurs vies ne seraient pas aussi épouvantables.

De tels arguments, cependant, omettent de reconnaître que l'occupation elle-même est déjà en train de faire que les vies des Palestiniennes soient tellement épouvantables qu'ils aient envie de sacrifier ces vies pour recouvrer leur patrie, leur liberté et leur dignité. Cela équivaut à choisir un point de départ arbitraire – et bien sûr peu anodin – pour amorcer la condamnation morale et politique.

La tendance naturelle de ceux qui s'affairent à rédiger des rapports sur les violations des droits de l'homme est de s'abstenir de porter des jugements moraux et politiques sur les participants de la violence et leurs passés, de manière à pouvoir affirmer leur neutralité. En conséquence, les parties en conflit sont considérées comme situées de façon identique comme agents de la violence.

C'est une déformation de la réalité, surtout lorsque elle est associée à la décontextualisation arbitraire qui découle du choix d'un cadre d'enquête temporel et factuel limité et « *exceptionnel* ».

La plupart des conflits impliquent des parties avec des moyens différents à leur disposition et poursuivant des fins différentes. Même si cela est toujours un tort de violer les droits de l'homme, il est aussi vrai que la condamnation morale et politique de telles violations n'est pas seulement une question de qualité, mais aussi de degré. Les Palestiniens n'ont à leur disposition qu'un ensemble beaucoup plus limité de moyens de lutte que l'Etat d'Israël. Il s'ensuit que les violations des droits de l'homme de ce dernier devraient être considérées comme particulièrement graves, étant données toutes les circonstances.

Est-ce à dire que nous devrions en finir avec les rapports et taire l'histoire de violations des droits de l'homme ?

Evidemment que non – cette question implique un faux choix.

Mais ce que les rapports sur les droits de l'homme (et les mandats dont ils dépendent) devraient plutôt essayer de faire, c'est d'élargir leur perspective au-delà des confins de la période de violence extrême. Les violations des droits de l'homme doivent être placées dans un contexte factuel et moral plus large.

Le faire, bien entendu, serait au prix d'une controverse politique et de l'hostilité de ceux qui se contentent de demi-vérités. Mais il nous semble que c'est un prix modeste à payer quand les enjeux sont si grands.

Goncalo de Almeida Ribeiro, Vishaal Kishore et Nimer Sultany

Goncalo de Almeida Ribeiro est doctorant à la Harvard Law School ; il travaille dans les domaines de la Théorie du Droit privé, de la Jurisprudence et de la Philosophie politique. Il est titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université Nova de Lisbonne (Portugal).

Vishaal Kishore est doctorant à la Harvard Law School ; il travaille dans les domaines des relations économiques internationales, de l'économie politique et sociale et de la théorie sociale. Il est diplômé de l'Université de Melbourne (Australie).

Nimer Sultany est un citoyen palestinien d'Israël et prépare actuellement un doctorat à la Harvard Law School. Il a travaillé comme avocat spécialiste des droits de l'homme à l'Association pour les droits civils en Israël et en tant que chef du projet de supervision politique à Mada al-Carmel (le centre arabe de recherches sociales appliquées).

30/9

Source : [Electronic Initifada](http://www.alterinfo.net/les-risques-de-la-decontextualisation-des-crimes-de-guerre-a-gaza_a37370.html)

http://www.alterinfo.net/les-risques-de-la-decontextualisation-des-crimes-de-guerre-a-gaza_a37370.html

3-5 Esam Al-Amin : Des chefs de la Sécurité formés par la CIA élus à la direction du Fatah.

Le Fatah comme l'Autorité de Ramallah sont en complète panne stratégique et pieds et poings liés devant les Etats-Unis.

Le Fatah mériterait-il le surnom de "hôtel 5 étoiles" dont l'ont affublé la plupart des Palestiniens ?

Le gouvernement US est intervenu dans les affaires internes palestiniennes au moins depuis 2003. Son but est de transformer le mouvement national de libération et d'indépendance palestinien en gouvernement plus obéissant ou plus collaborateur, acceptant les demandes politiques et sécuritaires d'Israël.

Les tactiques employées par les US incluent des moyens militaires, sécuritaires diplomatiques et politiques. Après les législatives de 2006 et la victoire du Hamas, la stratégie US s'est concentrée sur l'annulation des résultats. Son objectif d'un retour politique du camp pro américain au sein de l'organisation politique palestinienne a été initiée avec l'organisation de la conférence nationale du Fatah cette semaine passée.

Pendant la semaine du 4 août 2009, l'OLP du Fatah a organisé la sixième conférence nationale de ses 44 ans d'histoire.

Le Fatah a historiquement été considéré comme la faction palestinienne la plus importante, mais cette perception a changé quand il a perdu les élections législatives au profit du Hamas en Janvier 2006. Huit jours après, le groupe a terminé sa conférence et annoncé les résultats de ses élections. Les médias internationaux particulièrement ceux occidentaux, ont encensé l'élection de têtes "fraîches" et "nouvelles" promues au sein du mouvement.

Mais que s'est-il réellement passé lors de ce vote ?

La structure interne du Fatah est à l'opposé de la plupart des partis politiques ou mouvements de résistance. Il n'est pas hiérarchique et la loyauté de ses membres est en grande partie liée à un système de patronage et de factions représenté dans un comité central de 23 membres.

Le Comité Central est supposé refléter techniquement une direction collective et le programme politique d'un mouvement national de libération. Même son fondateur, Yasser Arafat, qui a dirigé l'organisation de sa fondation en 1965 jusqu'à sa mort en 2004, n'avait pas officiellement de titre hors celui de membre du comité et commandant en chef de sa branche militaire. Mais avec le temps, aux yeux d'un grand nombre de Palestiniens, la direction du Fatah a symbolisé un système de copinage, de corruption, de collaboration avec Israël, d'échecs politiques, spécialement depuis le processus d'Oslo.

Bien que sa Charte interne appelle à une conférence nationale tous les 4 ans pour élire sa direction, les principales questions à la veille de la conférence étaient pourquoi cela a-t-il pris deux décennies au Fatah pour en organiser une ?

Est ce que l'élection de la nouvelle direction du Fatah reflète les aspirations du peuple palestinien et une approche nouvelle et fraîche du processus politique ?

Et finalement qui sont les soutiens des principaux individus récemment élus pour diriger ?

Le Comité Central du Fatah dirigé par Arafat a pris la décision stratégique en 1988 de négocier un règlement politique avec Israël et a accepté le gouvernement des US comme principal médiateur. Pendant deux décennies, spécialement après les Accords d'Oslo de 1993, la question palestinienne a progressivement disparu de l'agenda international, devenant presque exclusivement une affaire entre les US, Israël, et la direction palestinienne que ce soit l'OLP ou après 1994 l'Autorité Palestinienne (AP).

La plupart des analystes neutres tel Robert Malley, directeur du programme pour le Moyen Orient à l'International Crisis Group, également ancien membre du personnel du National Security Council (NSC) pendant l'administration Clinton, ont observé que les négociateurs américains pendant plusieurs administrations (à la fois Démocrate et Républicaine) ont la plupart du temps adopté le point de vue d'Israël et mis la pression principalement sur la direction palestinienne (que ce soit avec Yitzak Rabin et Ehud Barak avec Bill Clinton, ou George.W.Bush avec Ariel Sharon et Ehud Olmert).

Lors du premier mandat de l'administration Bush, Arafat, en tant que dirigeant de l'AP, a été isolé, tandis que Washington faisait la promotion de ceux qui au sein de la direction palestinienne adoptaient la stratégie américaine dans la région, tels Mahmoud Abbas(imposé à Arafat comme premier ministre en 2003), et l'ancien chef de la sécurité, Mohamed Dahlan. En 2005, Bush a annoncé son agenda pour la liberté et la démocratie, demandant que des élections soient organisées dans les territoires palestiniens et espérant une victoire du Fatah pour appliquer sa vision.

Cependant, l'administration a rapidement abandonné son agenda de promotion de la démocratie dans le monde arabe quand le Hamas a remporté une victoire écrasante lors des élections législatives de janvier 2006. La secrétaire d'état Condoleezza Rice a exprimé le choc ressenti après l'annonce des résultats en disant : " personne ne l'a vu venir".

Un responsable du Département de la Défense a dit en 2008 à David Rose de Vanity Fair, " chacun rendait l'autre responsable, assis là au Pentagone nous avons dit, quel connard a recommandé ceci ?"

Depuis l'élection, l'administration américaine a employé trois stratégies différentes mais qui se chevauchent pour défaire les résultats. Ces efforts du Département d'Etat, de la Maison Blanche et du Département de la défense, ont été insuffisamment planifiés et mal coordonnés. Pendant toute l'année 2006 et la première moitié 2007, le Département d'Etat a utilisé ses ressources diplomatiques et sa force politique pour renverser le gouvernement palestinien démocratiquement élu conduit par le Hamas.

Dans un rapport d'avril 2008, Vanity Fair a révélé qu'un mémo de discussion américaine avait fait surface après qu'un diplomate américain l'eut oublié par hasard derrière lui dans un bâtiment de l'autorité palestinienne à Ramallah. Le document traduisait la demande de Rice qu' Abbas dissolve le gouvernement d'unité nationale et s'en prenne au Hamas.

Entretiens, comme révélé par Vanity Fair, le néo con et vice directeur du NSC, Elliot Abrams préparait un coup à Gaza contre le Hamas avec l'ancien chef de la sécurité à Gaza, Mohamed Dahlan, au printemps 2007. Cela incluait la coordination avec Israël, plusieurs pays arabes dont les Emirats Arabes Unis et la Jordanie, le paiement à Mohamed Dahlan de plus de 30 millions de \$, l'entraînement de 500 agents de sécurité, une campagne pour déstabiliser Gaza, et un programme de torture contre les membres du Hamas et d'autres Islamistes.

Dahlan a admis tout cela au journaliste du magazine, David Rose, disant qu'il avait dit à son homologue américain qui poussait à une confrontation avec le Hamas : "si je dois me confronter à eux, j'ai besoin de ressources conséquentes. En l'état actuel des choses nous n'avons pas la capacité."

Le journal israélien, Haaretz a rapporté le 7 Juin 2007 que l'administration américaine avait demandé à Israël d'autoriser une livraison importante d'armes égyptiennes, dont des douzaines de véhicules blindés, des centaines de roquettes anti blindage, des milliers de grenades à main et des millions de munitions. Rose explique que le plan d'Abrams mettait l'accent sur le besoin de renforcer les forces du Fatah pour "dissuader" le Hamas. Selon un haut responsable de l'administration " le résultat souhaité " c'était de donner à Abbas la "capacité de prendre les décisions politiques stratégiques nécessaires (i.e remplir les conditions pour un arrangement politique avec Israël) et dissoudre le cabinet (dirigé par le Hamas) et établir un cabinet d'urgence".

Mais le conseiller pour le Moyen Orient de Dick Cheney, David Wurmser, a reconnu l'échec de cet effort quand il a dit au magazine : " il m'est apparu que ce qui s'est passé n'était pas tant un coup du Hamas mais une tentative de coup par le Fatah qui a été déjoué préventivement par le Hamas avant qu'il n'ait eu lieu."

Le troisième effort, a été principalement supervisé par le Pentagone, et conduit par le Lt GI Keith Dayton. Lors d'un discours devant le think tank pro israélien, le Washington Institute on Near East Policy (WINEP) en Mai 2009, il a dit que le bureau du coordinateur US pour la sécurité, qu'il a dirigé depuis décembre 2005, constitue "un effort pour aider les Palestiniens à réformer leurs services de sécurité". Mais, selon les notes d'une rencontre entre Dayton et un chef de la sécurité palestinienne à Ramallah début 2007, le véritable objectif de la mission a été révélée quand Dayton a dit : " Nous avons aussi besoin de renforcer vos forces afin de s'en prendre au Hamas". Depuis 2007, le Congrès a donné à Dayton 161 millions de \$ pour mettre son plan en application. En plus, cette année le Congrès a rajouté 209 millions de \$ pour Dayton pour les années fiscales 2009 et 2010, pour accélérer son programme après avoir reçu une bonne note des chefs de la sécurité israélienne.

Pour la seule année passée, plus de 1000 membres du Hamas et du Jihad islamique ont été arrêtés et emprisonnés sans procès, un grand nombre ont été torturés et certains sont morts lors des interrogatoires par le personnel de sécurité palestinien formé par les US en Cisjordanie. Amnesty International et de nombreuses autres organisations de défense des droits de l'homme ont condamné ces actions et appelé à la fin immédiate de tous les violations des droits humains des palestiniens détenus dans les prisons de l'Autorité Palestinienne.

Dans son discours au WINEP, Dayton a reconnu cette répression quand il a dit : " je ne sais pas combien d'entre vous ont connaissance que depuis un an et demi les Palestiniens se sont engagés dans toute une série de ce qu'ils appellent des offensives sécuritaires partout en Cisjordanie, ce qui est surprenant c'est qu'elles sont bien coordonnées avec l'armée israélienne". Il a de plus admis que pendant les 22 jours de la guerre de Gaza l'hiver dernier, les forces de sécurité palestiniennes formées par les US ont empêché les Palestiniens en Cisjordanie d'organiser des manifestations de masse contre l'armée israélienne, ce qui ironiquement a permis une réduction de la présence militaire israélienne en Cisjordanie et un redéploiement de ces troupes à Gaza. Dayton a ajouté : " en fait, une grande proportion de l'armée israélienne est allée de Cisjordanie à Gaza - réfléchissez -y une minute, et le commandant (de l'armée israélienne en Cisjordanie) a été absent 8 jours d'affilée."

Après un coup raté et une offensive militaire brutale pour déloger le Hamas de Gaza, la stratégie israélienne et des US a cherché à intensifier sa pression contre le Hamas par le biais d'un blocus économique suffocant de Gaza, des emprisonnements massifs en Cisjordanie, l'étranglement financier dans la région, et l'isolation politique sur la scène internationale. Parallèlement, selon plusieurs porte parole du Hamas dont le premier ministre déposé Ismael Haniyya à Gaza et le chef politique à Damas Khaled Meshal, le principal obstacle à toute réconciliation nationale avec le Fatah c'est l'emprisonnement de centaines de membres du Hamas et la collaboration de la sécurité de l'Autorité Palestinienne avec l'occupation militaire supervisée par Dayton.

La phase suivante dans cet effort c'est de réinventer le Fatah et de le présenter comme une alternative politique viable au Hamas et à d'autres mouvements de résistance, en améliorant les conditions de vie en Cisjordanie par opposition avec le siège dévastateur de Gaza. Mais plus important, le plan envisage un nouveau Fatah considéré comme un partenaire fiable prêts à accepter les conditions d'Israël pour un règlement politique du conflit. La sixième conférence du Fatah et les élections qui l'ont accompagnée ont donc été organisées pour effacer son image d'organisation corrompue et fonctionnant mal.

Pendant plus d'un an, le Comité Central, la structure la plus élevée de cette organisation, n'a pu se mettre d'accord sur des points essentiels, dont la question de décider du lieu de la conférence (la décision finale c'était qu'elle se passe dans les territoires occupés palestiniens, ce qui veut dire qu'Israël avait un droit de veto sur les délégués de l'étranger pouvant participer).

Ils se sont également querellés sur le choix des délégués nommés pour la conférence, qui détermineraient la composition de la nouvelle direction, de même que le programme politique et le rôle de la résistance armée contre l'occupation. Abbas et son cercle rapproché ont mis leur veto à la décision du Comité, et ont décidé que la conférence aurait lieu à Bethlehem, une façon de choisir tous les participants afin de s'assurer du résultat de la conférence.

Historiquement, les délégués à la conférence nationale du Fatah étaient élus ou nommés par le Comité Central, mais au moins 51% étaient issus de l'appareil militaire. Comme le gros de la branche armée a, soit été

démantelée, soit est recherchée par les israéliens, un grand nombre de délégués à cette conférence étaient du personnel de sécurité se substituant aux militaires. Ce fait était une garantie que les résultats de l'élection favoriseraient les chefs de la sécurité et leurs supporters.

A l'origine, le nombre de délégués était supposé être aux alentours de 700. Puis il est passé à 1250 puis s'est multiplié pour atteindre les 2355. En fait, moins de 10% avaient été élus indirectement en lien avec leur position, tandis qu'une majorité écrasante a été nommée par un petit groupe de Ramallah conduit principalement par Abbas et d'autres avides de pouvoir tel Dahlan et l'ancien chef de la sécurité de Cisjordanie, Jibreel Rajoub, qui avait l'habitude de suspendre au dessus de son bureau à côté du portrait d'Arafat celui de l'ancien directeur de la CIA, George Tenet.

Le nombre des membres du comité est également passé de 21 à 23, dont 19 directement élus par les délégués. Abbas devait nommer 4 membres plus tard, lui-même ayant été choisi comme seul candidat, pour éviter l'embarras d'une élection directe qui ne l'aurait pas porté en tête. Les 18 individus élus à la fin de la conférence d'une semaine comprenait 4 personnes de la "vieille garde" considérés comme proches d'Abbas, et 14 nouveaux membres, 3 d'entre eux d'anciens chefs de la sécurité proches de la CIA. Cela inclut Dahlan, Rajoub et Tawfiq Tirawi, un ancien chef du renseignement, qui dirige actuellement l'académie de formation de la sécurité à Jericho sous la supervision du GI Dayton.

Dès le début, la conférence était très orientée en faveur des délégués de la Cisjordanie. A la différence des conférences précédentes, les Palestiniens de la Diaspora étaient à peine représentés puisqu'Israël n'a autorisé que peu de personnes à venir de l'étranger. Alors que la population de Gaza est égale à celle de la Cisjordanie, moins de 400 individus ont été sélectionnés comme délégués de Gaza, alors qu'il y avait plus de trois fois plus de délégués de la Cisjordanie.

Mais la plupart des délégués de Gaza n'ont même pas participé car le Hamas les a empêchés de quitter la Bande de Gaza, demandant en échange que des centaines de membres du Hamas détenus en Cisjordanie soient libérés par l'AP, ce qu'elle a refusé de faire. En bref, mis à part Dahlan, qui ne vit plus à Gaza, pas une seule personne élue est de ou vit à Gaza. Ce qui a poussé toute la direction du Fatah à Gaza dont l'ancien membre du Comité Central Zakariya al-Agha, à démissionner en masse un jour après la conférence pour protester non seulement contre les résultats, mais aussi contre tout le processus de l'élection.

De même, Les membres du Fatah à l'étranger n'ont pu obtenir grand chose. Seules deux personnes ont été élues au Comité Central, alors que plus des deux tiers des Palestiniens (8 millions) vivent en dehors des territoires occupés, la plupart dans des camps de réfugiés sordides, alors que le "droit au retour" est considéré comme une question chaude lors de négociations futures, qui sont dans l'air. D'un autre côté, la grande majorité des nouveaux membres sont soit de la Cisjordanie ou vivent déjà à Ramallah comme les aides les plus proches d'Abbas, une affirmation de la stratégie américaine de "la Cisjordanie d'abord".

Certains de la vieille garde historique tels le secrétaire du Comité Central Farouk Kaddoumi ou Hani Al-Hassan n'ont même pas participé et ne se sont même pas présentés comme candidats. Kaddoumi a condamné la conférence, mis en question sa légitimité, et est allé jusqu'à accuser Abbas et Dahlan d'avoir comploté avec les Israéliens pour empoisonner Arafat, provoquant ainsi sa mort.

D'autres anciens membres qui se sont présentés comme candidats ont été battus et ont protesté. L'ancien premier ministre et négociateur, Ahmad Qurai (Abu Alaa) a remis en question les titres des délégués et la légitimité du processus électoral. Quand le chef du personnel d'Abbas, Tayeb Abdel-Rahm a perdu, il a demandé un nouveau comptage et a finalement été déclaré vainqueur, après que le comité pour l'élection ait affirmé qu'en fait il était arrivé dernier. De nombreux délégués, spécialement les candidates, dont aucune n'a été élue, ont critiqué le patronage flagrant. Néanmoins plusieurs candidats populaires et "propres" ont pu obtenir un siège tel Marwan Barghouti, qui est emprisonné, condamné à 5 vies en prison en Israël, et Mahmoud Al-Aloul, un ancien maire de Naplouse.

Tandis que les Palestiniens observaient la tenue de cette conférence, nombreux étaient ceux qui espéraient que cela serait le début d'une réconciliation nationale et l'établissement d'un gouvernement d'union nationale.

Cependant il semble que, résultat de cette conférence, le Fatah se désintègrera un peu plus, car ses dirigeants de Gaza et Abu Alla menacent de lancer une nouvelle faction appelée " Le Renouveau du Fatah" augmentant un peu plus la division et la tension dans les rangs palestiniens.

La prochaine étape dans la stratégie du camp pro américain, c'est d'organiser des élections présidentielles et législatives dans les territoires palestiniens en janvier prochain, espérant présenter un Fatah rajeuni comme alternative au Hamas et aux autres mouvements de résistance.

Jonathan Steele du "Guardian" a exposé le 22 Juin 2007, le "mauvais coup" de Juin 2007 des US de même que leur stratégie politique. il a détaillé la conversation de responsables US avec plusieurs régimes arabes.

Parmi ces détails il y avait entre autres :

- le maintien du Président Abbas et du Fatah comme le centre de gravité de la scène palestinienne ;
- éviter de perdre du temps en accréditant le Hamas ;
- saper le statut politique du Hamas ;
- appeler à des élections anticipées."

Selon les paroles du GI Dayton, le personnel palestinien formé par les US jurent après la cérémonie de remise de diplôme qu'ils " ne sont pas venus ici pour apprendre à combattre Israël mais on en fait été envoyé là pour apprendre à faire respecter la loi et l'ordre." Le but principal de ces bataillons sécuritaires c'est de mettre fin à la résistance et à tout rejet de l'occupation y compris par des moyens pacifiques. Il a alors ajouté que de hauts

commandants israéliens lui demandent fréquemment : " combien de ces nouveaux Palestiniens pouvez vous former en plus et avec quelle rapidité " ?

Un grand nombre de questions posées par des Palestiniens ordinaires avant la conférence sont restées sans réponse. Quel est le programme politique du Fatah face à l'actuelle intransigeance d'Israël et ses pré-conditions ? Qu'en est-il de la réconciliation nationale avec les autres factions palestiniennes et la création d'un gouvernement d'unité nationale ? Quel est le rôle de la résistance contre l'occupation, le siège suffocant contre Gaza, et le plus important, la collaboration continue avec les agences de sécurité et militaires israéliennes contre leurs propres citoyens ?

Ces questions persistent alors que l'occupation israélienne, ses politiques brutales, l'expansion des colonies, le mur de séparation, la détention de plus de 11 000 Palestiniens, l'expropriation de terre, la dépopulation de Jérusalem Est de ses résidents palestiniens, et le refus du droit au retour des réfugiés palestiniens, continuent sans relâche.

Dit simplement, les US veulent une direction palestinienne qui réponde à ses questions de façon satisfaisante pour Israël. Comme l'a dit l'un des responsables du département d'état à Vanity Fair concernant les objectifs américains dans le conflit israélo palestinien, " ce qui compte pour nous se sont les résultats, et nous soutenons n'importe quel fils de garce. il se trouve que Dahlan est le fils de garce qu'on connaît le mieux."

Esam Al-Amin –

Free Palestine

17/9

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7227

3-6 T. Hocine : USA-Proche-orient : Un échec aux graves conséquences.

George Mitchell a appelé Palestiniens et Israéliens à « prendre leurs responsabilités » alors même que les causes de l'échec de sa mission sont connues.

Quel est le rapport entre celui que vient d'établir le chef de la mission d'enquête de l'ONU sur les crimes israéliens, et celui que l'émissaire américain pour le Proche-Orient s'apprête à adresser à ses responsables ?

Deux sujets séparés, mais également proches par leur thématique, et le président américain a relevé dans un de ses discours à quel point était grande l'injustice faite au peuple palestinien.

Là est l'élément commun puisqu'il faut remonter à cette injustice pour en établir les causes qui tiennent en un seul mot, l'occupation. Une occupation israélienne pour bien la définir, et rappeler qu'elle n'aurait jamais pu être possible sans l'appui multiforme apporté à Israël, jusque et y compris dans le domaine militaire largement utilisé contre les Palestiniens. Et il en est qui s'en prennent à l'émissaire onusien, le magistrat sud-africain dont la compétence a été pourtant louée quand il s'agissait de juger les criminels yougoslaves et rwandais. Richard Goldstone a touché le fond de la question, et dit tout haut et de manière solennelle, ce que l'opinion internationale sait d'Israël, un Etat criminel, et capable de toutes les sauvageries.

Mais-dira t-on et en dépit de mises en garde antérieures justement sur l'écart existant entre les forces en présence et sur la nature non conventionnelle du conflit palestinien, il s'est laissé aller à un certain équilibrisme en laissant entendre que les Palestiniens ont eux aussi commis des crimes de guerre, alors que leurs moyens sont dérisoires, et qu'en fin de compte, ils sont en droit de se défendre, puisque privés de leurs droits les plus élémentaires, en raison de l'obstruction israélienne dont est également victime la diplomatie américaine qui entend relancer le processus de paix au Proche-Orient. Effectivement, l'émissaire américain George Mitchell est rentré bredouille de ses entretiens avec les dirigeants israéliens, sans être parvenu à obtenir un accord sur un gel de la colonisation juive et une reprise du dialogue israélo-palestinien. Au terme d'une nouvelle mission de quatre jours dans la région, M. Mitchell a discrètement quitté Israël sans faire la moindre annonce, après un ultime entretien avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, ont rapporté les médias israéliens.

Selon ces médias, l'envoyé spécial américain pour le Proche-Orient, qui a multiplié ces dernières 48 heures les navettes entre M. Netanyahu et le président palestinien Mahmoud Abbas à Ramallah (Cisjordanie), n'a pas réussi à convaincre le dirigeant israélien de lâcher du lest sur les colonies. Et là se pose un point de droit, et même les choses sont appelées par leur nom, colonisation. En d'autres circonstances, il n'y a jamais eu une quelconque négociation, et les occupants étaient chassés par la force. Israël est-il nécessaire de le rappeler occupe par la force des territoires, et refuse de les restituer. Les efforts de M. Mitchell pour favoriser la relance des négociations de paix achoppent justement sur le refus des Israéliens d'arrêter la colonisation en Cisjordanie occupée. Un défi lancé à la face du monde. Les Palestiniens réclament un gel complet des constructions. « Le sénateur Mitchell nous a informés n'être pas parvenu à un accord avec les Israéliens sur un arrêt de la colonisation », a déclaré à la presse le négociateur palestinien en chef Saëb Erakat, à l'issue de la rencontre entre l'émissaire américain et M. Abbas à Ramallah. « Le président (Abbas) a fait savoir au sénateur Mitchell que la question de l'arrêt de la colonisation ne saurait faire l'objet de compromis », a insisté M. Erakat.

Les consultations de M. Mitchell pour débloquer l'impasse devaient toutefois se poursuivre à New York, où MM. Abbas et Netanyahu doivent assister la semaine prochaine à l'Assemblée générale de l'ONU. « Nous espérons qu'un accord global sur toutes les questions pourra être trouvé. Le sénateur Mitchell déploie tous les efforts nécessaires à cette fin », a expliqué le négociateur palestinien. Le sénateur Mitchell s'efforce d'arracher un accord sur la colonisation afin d'ouvrir la voie à un sommet tripartite la semaine prochaine à New York entre MM. Netanyahu, Abbas et le président Barack Obama, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Un tel sommet permettrait de relancer les pourparlers de paix suspendus depuis l'agression israélienne contre la bande

de Ghaza (décembre 2008-janvier 2009). « Les négociations ne reprendront pas tant que la colonisation n'est pas arrêtée », a répété M. Erakat. Mais après le départ de M. Mitchell, l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'ONU, Susan Rice, a dit vendredi ne pas être en mesure d'annoncer un sommet tripartite à New York. L'émissaire « Mitchell est rentré aux Etats-Unis », a pour sa part indiqué le porte-parole du département d'Etat Ian Kelly. « Naturellement, nous espérons une percée » dans les discussions, a-t-il ajouté. Et avoué d'échec ou annonce de fin de mission comme il l'avait fait une première fois en 2000 quand il n'avait pas réussi à faire accepter par Israël le gel de la colonisation dans le cadre de mesures dites de confiance, l'émissaire américain a appelé jeudi les protagonistes du conflit israélo-palestinien à « prendre leurs responsabilités » afin de permettre la reprise du processus de paix. Cela veut dire quoi au juste, un retrait américain du processus de paix ? C'est exactement ce que voulait Benjamin Netanyahu qui appelait les Américains à laisser seuls face à face, Palestiniens et Israéliens. Un autre espoir disparaîtra. Comme tant d'autres. Ce sera alors la guerre encore et toujours.

22 septembre

Source : El Watan

[http://www.elwatan.com/...](http://www.elwatan.com/)

<http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.T.Hocine.220909.htm>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19